

Préface

En 1964, Hans Morgenthau prédisait que l'arme nucléaire allait précipiter la fin des politiques de puissance et rendre nécessaire l'instauration d'un gouvernement mondial. Cinquante-quatre ans après, alors même que l'architecture normative mondiale semble s'effriter de toutes parts et que les puissances traditionnelles continuent de dominer, les prédictions erronées de cette figure majeure de l'école réaliste classique continuent d'interpeller : pouvons-nous seulement anticiper et mesurer la manière dont les technologies redistribuent les cartes de la puissance et bouleversent les rapports de force entre les différents acteurs du système international ?

Ce numéro des *Carnets* est une tentative de réponse. Il est, bien évidemment, vain de vouloir faire l'inventaire des technologies existantes et futures susceptibles de transformer les attributs et les relations de puissance. Pour autant, certaines technologies sont présentées et perçues comme étant plus structurantes que d'autres. C'est le cas de l'intelligence artificielle, dont le développement et la maîtrise sont au cœur d'une guerre de modèles, de valeurs et de moyens qui voit l'Europe partir avec un retard qu'il sera difficile (mais pas impossible) de rattraper. C'est également le cas de la *blockchain*, technologie « transgressive » qui semble échapper à l'Etat et aux règles de son économie. Sans oublier évidemment l'Internet, qui est aux yeux de beaucoup un nouvel espace de bataille dans lequel les puissants parviennent à nuire, tromper, neutraliser et détruire afin de renforcer ou renverser des rapports de force existant par ailleurs. Très souvent ignorés, les câbles sous-marins, infrastructures décisives car permettant à l'Internet de fonctionner, constituent ainsi un enjeu à part entière, qui redonne tout son poids à des logiques que l'on croyait disparues, héritées des puissances maritimes. Quant à la couche cognitive de l'Internet, soit le contenu qui y est diffusé, elle est également perçue comme une arme

permettant de manipuler les informations pour mieux déstabiliser les démocraties et/ou comme un outil à même de concurrencer les figures du pouvoir traditionnelles notamment en Afrique de l'Ouest. Avec l'Internet, la guerre d'influence, déclinaison parmi d'autres de la puissance, ne change pas seulement d'échelle mais de nature. L'influence peut dériver jusqu'au contrôle social, la technologie étant alors potentiellement utilisée comme un outil orwellien de répression et de surveillance de sa propre population : c'est le cas notamment du crédit social mis en place par la Chine, acteur majeur d'une révolution numérique sur laquelle elle capitalise pour mieux asseoir sa puissance à l'échelle globale. Enfin, les technologies de l'information ne sont pas l'apanage des Etats: elles sont aussi utilisées par des acteurs non étatiques, notamment les jihadistes, comme autant de moyens d'affirmer sa puissance et de renforcer son pouvoir d'attraction.

L'outil technologique demeure au cœur de la première contribution des Varia, qui décrit la méthode impulsée par la France pour mettre en place une consultation paneuropéenne d'une ampleur inédite, s'adressant aux 450 millions de citoyens des 27 pays de l'UE. L'internet est ici mis au service d'une défense du débat et de la démocratie avec d'autant plus de force que les contributions en ligne proviennent de consultations organisées sur le « terrain », au sein de forums de discussion portés et conçus par la société civile, au sein des entreprises, universités, syndicats, etc. L'exercice se veut plus qu'une simple catharsis, il entend répondre au nécessaire renouvellement de la démocratie européenne et à la crise multiforme que traverse l'UE. Il est encore trop tôt pour dire dans quelle mesure les consultations citoyennes rejoindront ou contrediront les débats des spécialistes sur la crise. Au moment de la première évaluation, la question migratoire n'était pas un thème central de ces consultations alors que la note suivante montre que les réflexions d'historiens européens comme Antoine Arjakovsky, Ivan Krastev ou Timothy Garton Ash font, au contraire, de la crise migratoire un révélateur de la crise existentielle de l'UE, c'est-à-dire de la remise en cause de l'héritage des Lumières et de l'espoir de pouvoir combiner le cadre national avec la nature universelle des droits.

Cette crise des « régimes de vérité et d'autorité » n'est pas qu'européenne. Elle explique en grande partie l'élection de Donald Trump en 2016 et se constate encore aujourd'hui tous les jours dans le climat de « contradiction et incertitude maximales » qui

règne à Washington, ce que l'analyse de la relation russo-américaine illustre parfaitement. Poutine, oscillant entre politique de confrontation et de coopération avec les Occidentaux, dissocie Trump du reste du gouvernement américain, dont la posture vis-à-vis de la Russie s'est nettement durcie par rapport à l'administration précédente. La relation entre la Chine et l'UE est de nature bien différente mais tout aussi ambiguë, comme le montre le rapport de l'ECFR sur la Chine et l'Europe dont nous présentons ici une synthèse et un commentaire. D'un côté, la Chine est devenue sur le plan de l'industrie, du commerce et des investissements un partenaire de premier plan de l'UE ; mais la relation patine et, alors que leurs divergences s'accroissent sur de nombreux dossiers, comme la cybersécurité, Pékin joue sans états d'âme la fragmentation de l'UE.

C'est à l'exploration de ces situations ambiguës, complexes et évolutives que le philosophe et internationaliste Pierre Hassner excellait. Pierre Hassner, qui nous a quittés en mai dernier, était une référence incontournable et un compagnon de longue date du CAPS. Nous lui rendons un hommage ému et reconnaissant au travers d'une note de 1976, republiée ici dans le cadre de la rubrique *Relecture*. En replongeant dans ce texte, écrit il y a plus de quarante ans, le lecteur pourra se rendre compte que la relation des pays de l'UE (à neuf Etats membres à l'époque!) avec la grande puissance communiste de l'époque, l'URSS, n'était pas moins ambivalente - entre détente et rivalité existentielle - que celles qu'entretiennent aujourd'hui l'UE et la Chine ou les Etats-Unis et la Russie. Il retrouvera toute la profondeur de vue de celui que le président Emmanuel Macron, dans une lettre adressée à l'ambassadeur Michel Duclos, président du comité des amis de Pierre Hassner, salue comme « l'un des plus grands géopolitologues de sa génération », qui « par son ouverture d'esprit et sa finesse d'analyse [...] avait compris que les passions, créatrices d'identité, qu'elles soient nationales, religieuses ou violentes, n'ont pas disparu ». C'est ainsi que, après avoir sondé les ressorts dialectiques et les enjeux éthiques de la Guerre froide au travers notamment du totalitarisme et de la dissuasion nucléaire, Pierre Hassner a pu mettre en lumière les profonds bouleversements de l'après-1989 et de l'après-2001. Parmi bien d'autres contributions à la science des relations internationales, il sut mettre en valeur le fait que de nouvelles problématiques internationales - comme l'intervention - étaient « liées moins à la rivalité entre Etats qu'à la distance entre sociétés ».

Du rôle majeur des acteurs sociaux et de l'importance de l'engagement, auquel Pierre Hassner avait voué sa vie, l'invité PIPA Salieu Taal, venu de Gambie, est un exemple parfait, lui qui en lançant le mouvement numérique #Gambiahadecided a contribué de façon déterminante au retrait de Jammeh du pouvoir. Les réponses qu'il nous livre, dans le cadre de la rubrique *Questions à...* qui clôt ce numéro, résonnent également avec les problématiques traitées dans notre dossier et en particulier l'article déjà cité sur les « Africtivistes ». Notre intérêt pour l'Afrique ne se limite pas à ces deux contributions, il est aussi consacré par la création d'une nouvelle rubrique autour des *Mercredis de l'Afrique du CAPS*. Elle réunit une sélection de synthèses tirées d'un séminaire hebdomadaire animé depuis janvier 2018 par le CAPS. Sont abordés successivement l'écologie politique, le lac Tchad et les trafics humains. C'est donc un numéro particulièrement dense et varié que nous vous offrons pour nourrir votre réflexion et contribuer à des débats plus que jamais nécessaires.

Bonne lecture.

Justin Vaïsse, Directeur du CAPS